

Critique de la gestion organisée par l'Etat

Face aux entreprises :

Le rôle de l'Etat n'est pas de s'impliquer dans la gestion des entreprises mais de s'occuper de toute la population (sens étymologique du mot politique) et de s'en occuper de façon à ce que l'Offre soit :

- a) promue
- et : b) accessible, de façon à ce que chacun des citoyens représentant la Demande puisse avoir accès à L'Offre.

La seule vocation des entreprises et leur seule obligation légale au-delà du respect de *bonnes* conditions de travail, est de faire des bénéfices. Vouloir les obliger à des stratégies d'embauche ou de limitation de leurs bénéfices les fera fuir vers des cieux plus cléments.

Depuis le passage au siècle passé, dans les décennies 60/80, de la société de pénurie

- où tout les citoyens sont obligés de travailler pour créer l'Offre
 - o ce qui leur donne à TOUS des revenus de leurs salaire pour se partager l'Offre

à la société de pléthore,

- où les machines remplacent le travail humain
 - o ce qui ne permet plus aux exclus du travail de consommer l'Offre désormais réalisée par des machines,

le choix de contraindre de quelque façon que ce soit les entreprise, les fragilise face à la concurrence locale et mondiale

Le rôle de l'Etat est de faciliter l'expansion des entreprises. La meilleure façon pour y arriver est

- de les libérer de toutes leurs contraintes
 - o en supprimant toutes les charges qui pèsent sur elles
 - en transférant le recyclage d'argent sur la consommation des citoyens préalablement dotés et mis en capacité de ne pas exercer un quelconque travail avec un salaire d'esclave
 - o en les protégeant de la concurrence étrangère
 - au moyens de taxes d'importation qui pourraient être reversées aux ouvriers nominativement désignés ayant participé à leur fabrication. (ceci est un des volets les plus intéressants de la participation des déshérités de la planète aux bénéfices du développement
- de leur donner des occasions de réussir
 - o en dotant tous les citoyens pour qu'ils puissent acheter leurs produits.
 - Selon les modes définis ci-après
 - pour que le courage et l'initiative soient encouragés
 - pour que le consommateur puisse choisir la qualité et sa santé plutôt qu'être contraint, faute d'argent, d'acheter de la mauvaise qualité et des OGM.

L'Etat n'a pas d'autre rôle à avoir vis à vis des entreprises.

Analyse de ce que produit la cohérence financière libérale actuelle

La mise à mal de nos entreprises en les taxant,

- casse l'équilibre de l'IOS
 - o I, « Inside », l'équilibre intérieur, la capacité autarcique
 - o O, « Outside » l'équilibre Import/Exports la capacité de consommer ce qu'on ne peut pas fabriquer et vice-versa,
 - o S, « Switch », l'organisation de la pérennité par l'entretien du savoir faire (brevets etc.)
- et crée la pénurie
 - o I, Si l'Offre intérieure passe en dessous des besoins de la Demande intérieure, on dirige le pays vers la dépendance que constitue l'achat à l'étranger des produits qu'on peut faire « chez nous » et qu'on ne fait plus à cause des freins que constituent la fiscalité et les charges pesant sur les entreprises. L'obligation organisée d'acheter à l'étranger alors qu'on a les capacités nationales de faire est suicidaire car on entre ainsi dans le cercle vicieux de la dépendance qui déshabilite nos capacités à créer.
 - o O, la perte complémentaire de nos capacités à exporter nous fait passer du cercle vicieux au cercle infernal. Sans droit d'entrer en activité de production, on est obligé d'emprunter pour payer les importations servant à se nourrir.
 - o S, Les cerveaux quittent les barques nationales touchées. L'Etat qui endette ses citoyens voit fondre ses recettes comme neige au soleil : moins d'actifs signifie moins d'impôt direct et indirects avec une impossibilité mécanique de rembourser la dette puisque la production s'est expatriée

La soumission au système financier est suicidaire. La sortie ne peut être que révolutionnaire

- Pourquoi pas de façon pacifique ? C'est ce que propose l'Inoppression Active.